

Un étrange goût de l'art

Ann Duncan

Volume 38, numéro 151, été 1993

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/53587ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

La Société La Vie des Arts

ISSN

0042-5435 (imprimé)

1923-3183 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

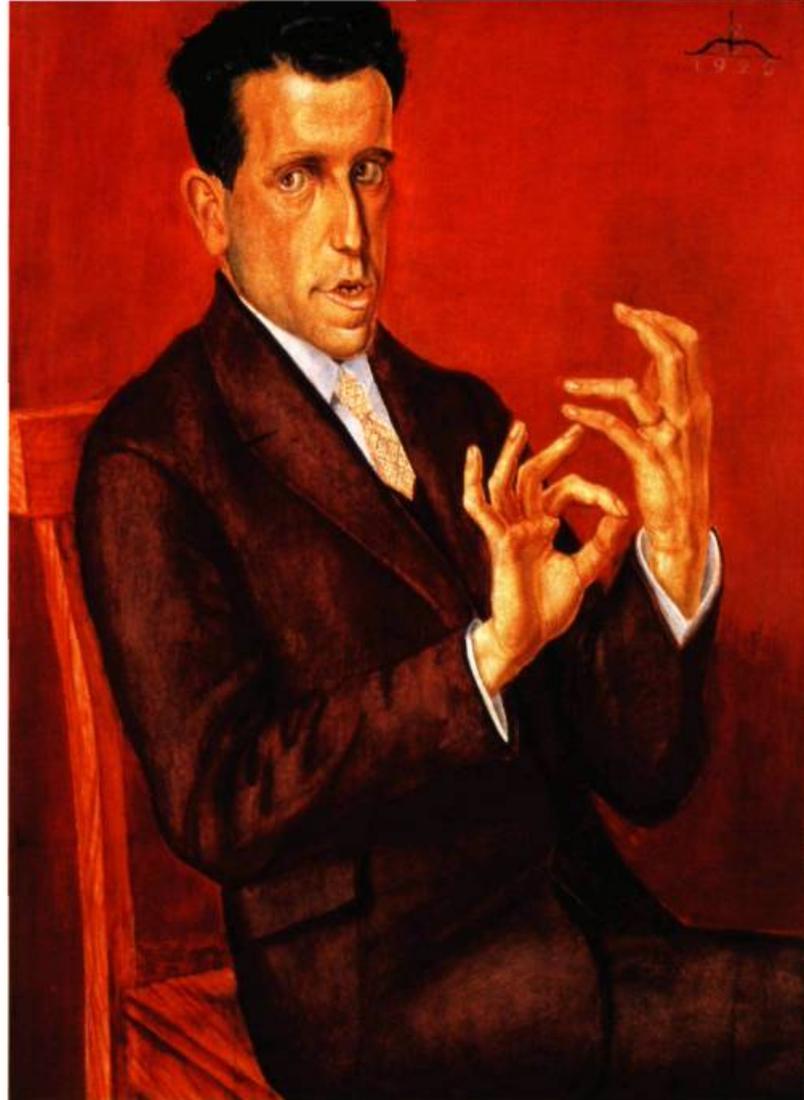
Duncan, A. (1993). Un étrange goût de l'art. *Vie des arts*, 38(151), 6–7.

UN ÉTRANGE GOÛT POUR L'ART

Bonne nouvelle : le tableau *Portrait de l'avocat Hugo Simons* peint par Otto Dix, en 1925, continuera à faire partie du patrimoine national. En effet, le Musée des beaux-arts de Montréal va pouvoir en faire l'acquisition. Cependant, l'heureuse conclusion de cette affaire ne constitue sans doute qu'une exception...

En 1989, le Musée des beaux-arts de Montréal présentait une exposition dont se dégageait une profonde et pénétrante tristesse. Tristesse qui ne tenait pas aux sujets représentés. Loin de là. Il y avait plutôt de quoi se réjouir à voir sur les cimaises du Musée soixante et une peintures de quelques-uns des grands maîtres de l'art européen : Constable, Turner, Delacroix, Daumier, Courbet, Corot, Degas, Sisley, Monet et Renoir, pour ne citer que les plus célèbres. Ces œuvres provenaient de vingt-sept collections privées, ainsi que de musées comme le Stedelijk Museum d'Amsterdam et la National Gallery de Washington.

Le sentiment de tristesse et de frustration tenait à la nature même de l'exposition intitulée *Le Goût de l'art/Discerning Tastes, les collectionneurs montréalais, 1880-1920*. Elle rassemblait des œuvres qui avaient été acquises par des col-



Otto Dix, *Portrait de l'avocat Hugo Simons* (1925). Huile et tempera sur bois 97,5 x 67,5 cm.

Photographie: Brian Merritt.

lectionneurs montréalais mais qui, par la suite, avaient été dispersées dans des collections publiques ou privées ailleurs au Canada, aux États-Unis et en Europe. Ce qui faisait mal à voir c'est que ces œuvres, prisées en leur temps et plus encore aujourd'hui, avaient constitué le joyau du patrimoine artistique de Montréal. Pénible constatation: la plupart de ces tableaux ont quitté la Métropole.

NOTRE INAPTITUDE ATAVIQUE

Les raisons qui expliquent la dispersion de ces peintures sont la Première guerre mondiale, les décès, la cupidité des héritiers et celle des gouvernements par l'imposition de taxes et de droits successoraux ainsi que d'autres concours de circonstances, comme l'a montré la conservatrice de l'exposition, Janet Brooke, qui a consacré à sa

recherche quatre ans de travail. Ce qui a fortement contribué à leur dispersion, c'est notre incapacité atavique à évaluer correctement l'envergure et la richesse de notre patrimoine culturel. Avec notre habitude à considérer tout ce qui est canadien comme mineur, nous n'avons pas su apprécier à leur juste valeur les œuvres qui se trouvaient sur place. «Il était généralement admis que ce qu'achetaient les collectionneurs, c'étaient des tableaux de vaches de l'école hollandaise et que ces œuvres ne pouvaient être que de peu d'intérêt», comme l'écrit Janet Brooke qui, elle aussi, a quitté Montréal et le Musée des beaux-arts pour Toronto et l'Art Gallery of Ontario! Elle cite un autre exemple de cette attitude condescendante. En 1988, un historien d'art qui s'appuyait sur la documentation existante, écrivait: «Il y avait peu de collectionneurs canadiens au tour-

nant du siècle dont les ambitions et le sérieux aient été d'un calibre international (...) la plupart vivaient à Montréal et quelques autres à Toronto. Aucun (sic) n'était assez riche pour rivaliser avec les grands collectionneurs américains de l'époque». Janet Brooke corrige cette affirmation cavalière en citant le témoignage de D. Croll Thomson, un important marchand d'art londonien, qui notait en 1907: «On ignore généralement — et c'est un fait qui bientôt sera déterminant sur les marchés mondiaux de l'art — qu'après Londres, Paris et New York, Montréal est le plus important centre artistique pour ses œuvres de très grande qualité. Depuis trente ans et plus, il y a un nombre grandissant de collections montréalaises qui soutiennent la comparaison avec les meilleures.»

Il est désolant de constater que c'est à cause de l'ignorance, à cause de considérations à

courte vue, à cause d'une mentalité timorée et à cause de l'absence d'un projet collectif d'envergure que Montréal a perdu les peintures qui rendaient l'exposition de 1989 si pathétique. Mais ce qui est encore plus troublant, c'est que Montréal laisse toujours filer de grandes oeuvres d'art...

En 1987, le gouvernement progressiste conservateur, à Ottawa, a refusé d'accorder son aide au Musée des beaux-arts de Montréal pour l'acquisition d'un rarissime tableau de Gustav Klimt, le peintre symboliste viennois, qui était en vente à 3,5 millions de dollars. Même le New York Times a estimé devoir signaler à ses lecteurs un tel événement sur les marchés de l'art. Le tableau représentait Eugenia Primavesi et appartenait à sa fille Maeda, qui avait connu Klimt dans son enfance. La situation financière de cette Montréalaise d'adoption était devenue telle qu'elle ne pouvait même plus assurer ce tableau dont la valeur marchande ne cessait d'augmenter; elle résolut donc de s'en défaire au profit du Musée. Puisque les tableaux de Klimt de cette qualité apparaissent rarement sur le marché, il était admis de tous les experts que le prix et les conditions de la vente constituaient une offre très intéressante.

ADIEU KLIMT

À Ottawa, au Ministère des communications, la Commission sur l'exportation et l'importation des biens culturels dont le mandat est de conserver au pays, (ou de rapatrier) les biens ayant une valeur culturelle ou historique reconnue, gère un budget qui lui permet d'intervenir ponctuellement et de soutenir l'acquisition de tels biens. En dépit des avis favorables, la ministre de l'époque, Mme Flora McDonald, a laissé s'épuiser le laps de temps prévu par la loi, permettant ainsi que le tableau soit exporté et vendu chez Sotheby's à New

York pour la somme de 3,85 millions de dollars US, établissant ainsi un record pour un Klimt mis aux enchères. Il semblerait que depuis lors ce tableau ait été revendu en Autriche pour 16 millions US. Jamais nous ne reverrons ce tableau de Klimt. C'est fini. En outre, il n'y a plus d'autre oeuvre de Klimt de cette importance à Montréal.

UNE VÉRITABLE AUBAINE

L'Histoire a une fâcheuse tendance à se répéter. Cette année, les héritiers de la famille Simons ont proposé au Musée d'acquérir un splendide portrait, peint, en 1925, par le peintre expressionniste Otto Dix; il représente Hugo Simons, un éminent juriste d'origine allemande qui a fait carrière au Québec et qui a explicitement exprimé le souhait que l'oeuvre de Dix demeure à Montréal. La succession faisant face à des gains de capital importants, est contrainte de mettre le tableau en vente. Le Musée des beaux-arts se le voit proposé pour la somme 810 000 dollars: une aubaine. On amorce les démarches nécessaires auprès du Ministère des communications. Dans un premier temps, la réponse du ministre Perrin Beatty fait valoir qu'en ces temps d'austérité financière, il n'y a pas d'argent à investir dans les tableaux. Mais on n'a pas dit assez haut qu'au même moment, dans un beau geste de solidarité ministérielle, M. Beatty a remis à la trésorerie du gouvernement les 400 mille dollars qui restent encore dans son budget d'acquisition de l'année 1992-1993. Finalement, le ministre est parvenu à libérer 300 000 dollars. Cette somme, jointe à celle de donateurs et à un effort de la famille Simons, a permis au Musée d'acquérir l'oeuvre. Sous le gouvernement conservateur, le budget d'acquisition d'oeuvres d'art est passé de 2,1 millions à 1,8 million de dollars par année; on parle encore de le réduire à un maigre million...

D'un bout à l'autre du pays, les directeurs de musées se plaignent de l'insuffisance de leurs budgets d'acquisition et des astuces qu'ils doivent déployer pour essayer de combler les lacunes de leurs collections. Ils réclament à grands cris des aménagements fiscaux qui facilitent les legs aux musées et un système d'évaluation qui soit juste et équitable pour toutes les parties. L'Art Gallery of Ontario vient de contester devant un tribunal l'évaluation faite par la Commission des biens culturels de la collection d'art inuit que M. Samuel Sarick souhaite léguer à l'AGO; le musée l'estime à 1,6 million de dollars et la Commission à 950 000 de dollars.

À QUOI SERVENT LES EXPERTS ?

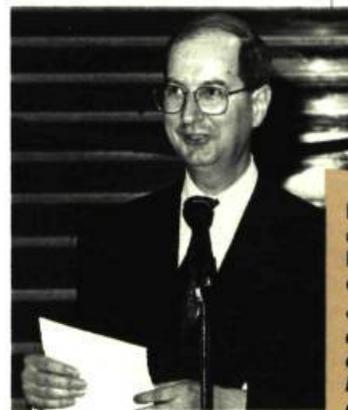
M. Pierre Théberge, directeur du Musée des beaux-arts de Montréal, souhaite, quant à lui, que le ministre fédéral des communications soit lié par les recommandations formulées par les experts puisque dans les deux cas que nous venons d'évo-

quer, ils avaient unanimement recommandé que le gouvernement intervienne financièrement pour conserver les tableaux de Klimt et Dix au Canada. Le ministre Beatty semble toujours ignorer leur avis. Quant aux héritiers de la famille Simons, leur patience commence à s'éfrayer: «Notre famille éprouve des difficultés... Nous voulons que cette peinture demeure au Canada, mais nous sommes dans l'impossibilité de payer l'impôt sur les gains de capital imputables au tableau» déclare M. Jan Simons.

Il est temps que les politiciens changent leurs manières de voir les oeuvres d'art et mettent en place des mécanismes fiscaux qui permettent de conserver le patrimoine historique et culturel du pays de manière efficace, faute de quoi, Janet Brooke sera bientôt en mesure de préparer une nouvelle exposition sur Le Goût (amer) de l'art.

Ann Duncan

Adaptation Gilles Rioux



M. Pierre Théberge
directeur
Musée des beaux-arts
de Montréal

«Le ministre des communications devrait être lié par les recommandations des experts.»

878-ARTS

55 PRINCE

Michel Tétreault Art International